



## Revenus et dépenses

Le revenu personnel per capita constitue un indice qui reflète assez bien le niveau de vie d'une population. Or, sa progression de 1967 à 1977 a été quelque peu plus rapide au Québec (11,9 %) par année moyenne qu'en Ontario (10,9 %) et que dans l'ensemble du Canada (11,6 %). Cette croissance de la richesse s'est traduite par une amélioration constante des niveaux de vie et par une amélioration sensible des conditions de base que sont la santé et l'instruction. Elle a également permis à la population du Québec d'accroître sa consommation de biens matériels.

En 1978, le salaire hebdomadaire moyen pour le secteur privé s'élevait à 262,82 dollars au Québec, soit un niveau très voisin des 263,37 dollars au Canada. Les foyers québécois possèdent maintenant dans leur grande majorité les appareils ménagers considérés comme indices de richesses tels les réfrigérateurs (99 %), les appareils de télévision (97 %) et les automobiles (72 %). Dans la même optique, le crédit à la consommation s'est fortement développé depuis vingt ans ainsi que divers autres services financiers engendrés par une économie développée.

Le niveau, la nature et le rythme de croissance des investissements constituent les éléments déterminants du taux de croissance de l'économie. Ces facteurs conditionnent non seulement le rythme d'augmentation de l'emploi et des revenus mais aussi la rapidité de croissance des capacités de production, de la productivité et par conséquent le niveau de vie potentiel de la population.

Au cours des 15 dernières années, le taux de croissance annuel moyen des immobilisations au Québec se compare sensiblement à celui du Canada grâce à un effort plus soutenu du secteur public ou du secteur privé. La création d'emplois a été également vigoureuse, se situant à un taux annuel moyen de plus de 2 %. La productivité de l'économie québécoise dans son ensemble s'est également accrue durant cette période à des rythmes annuels moyens d'environ 2 %.

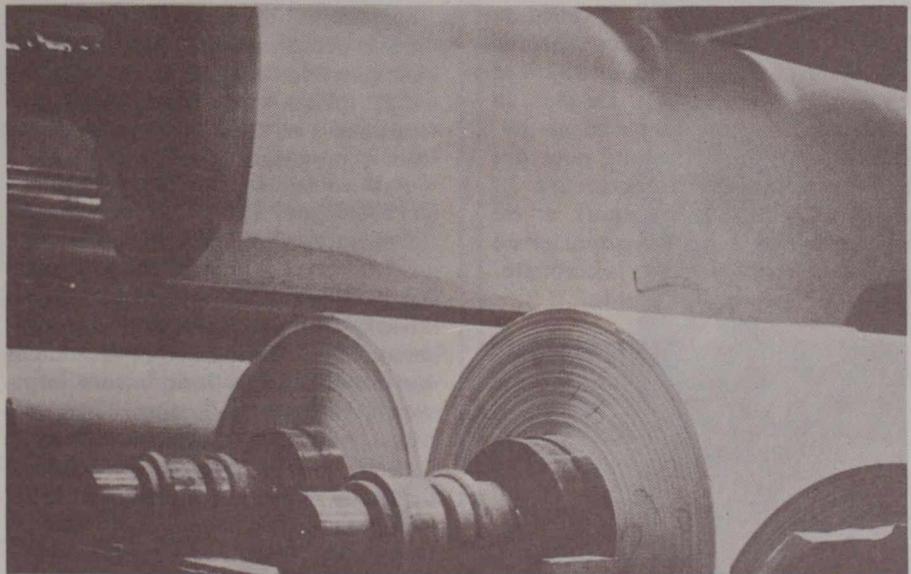
## Production

L'évolution de la structure économique du Québec au cours des vingt dernières années a suivi le processus propre aux pays industrialisés. Ainsi, les secteurs primaire et secondaire ont perdu de l'importance au profit du secteur tertiaire.

En 1961, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire comptaient respectivement pour 7,1 %, 36,5 % et 56,4 % du PIB québécois ; en 1978, ces pourcentages sont devenus 4,4 %, 28,5 % et 67,1 %. En 1978, le secteur tertiaire emploie 1.700.000 personnes sur 2,5 millions qui sont employées au Québec.



● La forêt commercialement exploitée couvre près de la moitié du Québec.



● Les exportations de produits de la forêt sont constituées à 72 % de papier à imprimerie.

## Les avantages comparatifs de l'économie québécoise.

Essentiellement, l'avantage comparatif du Québec, traduit sur le plan du commerce international, réside dans la fabrication des papiers d'impression et autres produits de la forêt, des métaux et alliages, de l'équipement aérospatial, du matériel électrique lourd, des produits agro-alimentaires, ainsi que dans la production des minerais, des concentrés et déchets de métaux divers et de l'amiante.

### Le secteur des produits de la forêt

Avec une valeur de livraison de 31 milliards de dollars, ce secteur industriel qui englobe aussi bien l'exploitation forestière (12 %) que la production de pâtes de bois et de papiers (64 %), de bois d'œuvre, de placages et de contreplaqués (24 %) a versé, en 1977, 700 millions de dollars de salaire à 70.000 personnes. Fortement orienté vers les marchés internationaux, il a réalisé des exportations d'une valeur globale de 2.047,6 millions de dollars, dont 72 % sont constitués de papier à imprimerie, 10 % de pâtes de bois, 3 % de papiers et de cartons de toutes sor-